COMMISSION PERMANENTE

18 octobre 2004

CP 04/10-01

FONDS DEPARTEMENTAL DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

En application des dispositions relatives au Fonds Départemental de la Taxe Professionnelle, Madame le Préfet de Tarn-et-Garonne m'a fait connaître, par lettre du 13 septembre 2004, la liste des établissements implantés dans le Département de la Haute-Garonne, et donnant lieu à écrêtement de la taxe professionnelle en faveur du fonds départemental.

Il s'agit de:

- la Sté SEMAP à Gouaux de Larboust;
- la S.A.S. SIEMENS VDO AUTOMOTIVE à Boussens ;
- E.D.F. à Castillon de Larboust ;
- E.D.F. à Cazaril-Tamboures ;
- la S.A. COGNIS France à Boussens ;
- la S.A. CIMENTS LAFARGE à Martres-Tolosane ;
- la S.A.S. LAGRANGE Production à la Magdelaine sur Tarn ;
- la S.A.R.L. SEE Audoubert René à Lahitère ;
- la S.A. ALTISERVICE, remontées mécaniques à St Aventin ;
- la Sté d'exploitation COURET-Voyages à Francazal ;
- la S.A. ONYX et marbres granulés à St Béat ;
- la Sté ONERA à Mauzac.
- La S.A. ECONOTRE à Bessières.

Il appartient donc à notre Assemblée de décider si une ou plusieurs communes du département doivent être "concernées" au sens de l'article 15 de la loi du 29 juillet 1975, c'est-à-dire si elles subissent en elles-mêmes ou par l'intermédiaire d'un groupement auquel elles appartiennent, un préjudice ou une charge quelconque.

Je vous saurais gré de bien vouloir délibérer, étant précisé d'une part que lors de la séance du 15 décembre 2003 , la Commission Permanente avait décidé concernant l'écrêtement 2003 qu'aucune commune du département de Tarn-et-Garonne ne pouvait être considérée comme "concernée" compte tenu des lieux d'implantation des établissements énumérés et d'autre part, que la S.A. ECONOTRE figure pour la première fois sur la liste des établissements donnant lieu à écrêtement.

Adopté à l'unanimité.

COMMISSION PERMANENTE

18 octobre 2004

CP 04/10-05

TARN ET GARONNE HABITAT

DEMANDES DE GARANTIES DE 2 EMPRUNTS POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS INDIVIDUELS ET L'ACQUISITION AMELIORATION D'UN LOGEMENT

COMMUNE DE CAZES MONDENARD

La Commission Permanente s'est prononcée favorablement par délibération en date du 8 mars 2004 sur le dossier établi par Tarn et Garonne Habitat et relatif à une opération comportant la construction de 3 logements individuels d'une part, et à l'acquisition-amélioration d'un logement, d'autre part .

L'opération qui se situe rue de l'Abattoir à Cazes Mondenard, a un coût prévisionnel de 326 485 Euros.

Or, des modifications étant intervenues dans le plan de financement de l'opération, et en particulier dans le montant de la subvention de l'Etat, il y a lieu, sur demande de Tarn et Garonne Habitat, de revoir le montant des emprunts affectés à l'opération.

Le coût total de l'opération est maintenu à 326 485 € mais le plan de financement prévisionnel est désormais le suivant :

I - Programme de construction de 3 logements:

- Subvention Etat	6 487,36 €
- Subvention Conseil Général	11 430,00 €
- Prêt CDC PLUS	<u>194 700,64 €</u>
Total	212 618,00 €

II - Acquisition amélioration d'un logement:

- Subvention Etat	5 045,17 €
- Subvention Commune	3 000,00 €
- Subvention Conseil Général	3 810,00 €
- Prêt CDC PLUS	<u>102 011,83 €</u>
Total	113 867,00 €

Coût total de l'opération 326 485 00 €

* Pour la construction des trois logements, le prêt que Tarn et Garonne Habitat envisage de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations est un prêt de type PLUS d'un montant de 194 700,64 € sur une durée de 35 ans au taux de 3.45%.

* Pour l'acquisition amélioration d'un logement, le prêt que Tarn et Garonne Habitat envisage de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations est un prêt de type PLUS d'un montant de 102 011,83 € sur une durée de 35 ans au taux de 3.45%.

La Commune de Cazes Mondenard ayant accordé sa garantie à hauteur de 50 % des emprunts, celle du Conseil Général est demandée pour la quotité restante, 50 %, soit respectivement un montant de 97 350,32 € et 51 005,92 €

Je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et, le cas échéant, m'autoriser à signer la convention et les contrats de prêts correspondants.

Adopté hors de la présence de M. José GONZALEZ, Vice-Président du Conseil Général et Président de Tarn et Garonne Habitat, qui s'est retiré de la séance au moment de la discussion et du vote de ce dossier.

COMMISSION PERMANENTE

18 octobre 2004

CP 04/10-06

SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES GROUPE ARCADE

DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT POUR L'ACQUISITION DU TERRAIN ET LA CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS COLLECTIFS

Résidence Saint Hubert

COMMUNE DE CASTELSARRASIN

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen une demande de garantie d'emprunts présentée le 8 juillet 2004 par M. le Directeur Régional de la Société Française des Habitations Economiques destinés d'une part à l'acquisition du terrain, et d'autre part à la construction de 32 logements collectifs, Résidence Saint Hubert à CASTELSARRASIN.

Le présent dossier a déjà fait l'objet d'une décision favorable de la Commission Permanente en date du 14 juin 2004, mais une modification dans le nombre et la typologie des logements, impose une révision du plan de financement de l'ensemble de l'opération.

Il s'agit aujourd'hui de 30 logements en PLUS et de 2 logements en PLAI dont le plan de financement prévisionnel d'un montant global de 1 640 036 Euros fait apparaître le détail suivant :

* Prêt PLUS	1 191 823 Euros ;
* Prêt PLA d'intégration	77 805 Euros ;
* Prêt Foncier PLUS	347 709 Euros ;
* Prêt Foncier PLAI	22 699 Euros ;
* 1 % Concours privilégié PLUS	215 000 Euros ;
* Prêt 8/9 ^{ème}	60 000.Euros ;
* Prêt 10 %	75 000.Euros ;
* Subvention PLUS	42 866 Euros ;
* Subvention PLAI	13 992 Euros ;
Total	2 046 894 Euros.

Les conditions actuelles des prêts à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

- **Acquisition du terrain :**

- Prêt foncier PLUS :
- Montant 347 709 Euros
- Taux d'intérêt actuariel 3,45 %.
- Durée 50 ans
- Durée du Préfinancement de 0 à 24 mois
- Différé d'amortissement de 0 à 2 ans
- Taux annuel de progressivité de 0% à 0,5 %.

- Prêt foncier PLAI :

- Montant 22 699 Euros
- Taux d'intérêt actuariel 2.95 %.
- Durée 50 ans
- Durée du Préfinancement de 0 à 24 mois
- Différé d'amortissement de 0 à 2 ans
- Taux annuel de progressivité de 0% à 0,5 %

- **Construction des logements :**

- Prêt PLUS :

- Montant 1 191 823 Euros
- Taux d'intérêt actuariel 3.45 %.
- Durée 35 ans
- Durée du Préfinancement de 3 à 24 mois
- Différé d'amortissement de 0 à 2 ans
- Taux annuel de progressivité de 0% à 0,5 %.

- Prêt PLAI :

- Montant 77 805 Euros
- Taux d'intérêt actuariel 2.95 %.
- Durée 35 ans
- Durée du Préfinancement de 3 à 24 mois
- Différé d'amortissement de 0 à 2 ans
- Taux annuel de progressivité de 0% à 0,5 %.

La garantie sollicitée du Département porte sur une somme de 820 018 Euros, soit 50 % d'un montant global de 1 640 036 Euros, la commune de CASTELSARRASIN se portant garante à hauteur de 50% de la totalité des emprunts souscrits, comme l'indiquent les délibérations de la commune en date du 26 août 2004.

Par ailleurs, en application de la délibération du Conseil Général en date du 6 février 1996, le Département exercera auprès de la Société, un droit de réservation sur les logements dont il s'agit, dans le cadre du dispositif réglementaire en vigueur.

Je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et, le cas échéant, m'autoriser à signer la convention et les contrats de prêts correspondants.

Adopté à l'unanimité.

18 octobre 2004

CP 04/10-17

SERVICES DE TELECOMMUNICATION

AVENANTS DE TRANSFERT N° 2 AUX MARCHES N° 10 ET 12/03 CG

Le Conseil Général a conclu, le 20 mars 2003, avec la société KAPTECH les marchés n° 10/03 CG : autocommutateurs principaux et n° 12/03 CG : autocommutateurs secondaires (vers local, national, international et mobiles) lors de la mise en concurrence des services de télécommunication de la collectivité.

Les avenants n° 1 ont transféré les marchés n° 10 et 12/03 CG de la société KAPTECH à la société 9 TELECOM suite à leur fusion prononcée le 30 juin 2003.

Dans le cadre d'une restructuration interne au groupe NEUF TELECOM auquel 9 TELECOM appartient, les sociétés ont fusionné le 30 septembre 2004.

Les présents avenants n° 2 ont pour objet de transférer les marchés n° 10 et 12/03 CG de la société 9 TELECOM à la société NEUF TELECOM.

La Société NEUF TELECOM reprend tous les droits et obligations des marchés et devient ainsi le nouveau titulaire des marchés de télécommunication du Conseil Général.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à signer au nom du Conseil Général de Tarn et Garonne les avenants de transfert avec la Société NEUF TELECOM pour les marchés n° 10/03 CG : autocommutateurs principaux et 12/03 CG : autocommutateurs secondaires (vers local, national, international et mobiles).

Adopté à l'unanimité.